

« QUAND ON VOIT CE QU’ILS ENDURENT, IL EST NORMAL QUE LES SALARIÉS S’INSURGENT »

Travail, salariat, marché... Ces termes entendus à longueur de journée, qui donnent l'impression d'aller de soi, méritent pourtant d'être déconstruits. Dans un style clair et alerte, Gérard Mordillat et Bertrand Rothé s'y attellent dans « les Lois du capital ».

ENTRETIEN **Un livre, une série documentaire, une BD... Pourquoi avoir ressenti le besoin de travailler sur trois supports différents ? Quel en est le fil conducteur ?**

Pour moi la question est toujours la même, c'est celle de l'écriture, qu'elle emprunte des formes cinématographiques, littéraires ou plus graphiques. Les hasards de l'édition font que sortent en même temps la série que j'ai réalisée avec Bertrand Rothé (voir page 37), le livre « les Lois du capital » et l'adaptation sous forme de bande dessinée de mon roman « Notre part des ténèbres ». Un fil conducteur parcourt ces trois œuvres : la question de la critique sociale, politique et économique du monde dans lequel nous vivons, et donc du capitalisme.

Vous écrivez que l'économie « sidère » trop souvent les citoyens. Votre but est de décomplexer notre rapport à cette discipline ?

En effet. Le discours médiatique dominant développe toujours la même idée, selon laquelle l'économie serait un domaine si complexe que les citoyens ordinaires se verraient incapables de l'aborder, la comprendre et l'analyser. Nous sommes partis du postulat inverse : l'économie appartient à tous. Et, pour la lire avec plus de pertinence et de profondeur, nous avons souhaité re-

Gérard Mordillat, auteur et réalisateur prolifique, publie une BD, « Notre part des ténèbres », et un livre d'économie, « les Lois du capital », qui vient compléter une série documentaire éponyme sur Arte. Un corpus bienvenu qui déconstruit la doxa libérale et met en débat des idées transformatrices.

venir aux concepts fondamentaux de l'économie. Tout le monde parle de l'emploi, du salaire, du marché... mais sans savoir de quoi il retourne vraiment. D'où la nécessité de réinterroger ces fondements, d'une manière critique.

Le livre s'ouvre par une citation de Marx, et on sent que son influence est présente tout au long de votre réflexion. C'est un héritage que vous revendiquez ?

Le terme de « marxiste » englobe aujourd'hui tout et n'importe quoi, mais notre démarche est en effet clairement marxiste, pour plusieurs raisons. Il faut se souvenir que le fameux texte de Karl Marx « Travail salarié et capital » est tiré d'une conférence faite à des ouvriers (en décembre 1847) : on mesure son attachement à l'intelligence populaire. Et les gens auxquels il s'adressait alors n'étaient pas moins intelligents qu'aujourd'hui ! Marx pariait sur l'intelligence du peuple. En réalité, il reste le meilleur « sparring-partner » dont on puisse rêver : avec Engels, ils ont posé toutes les bonnes questions sur le capitalisme, et elles restent terriblement contemporaines. Dans notre projet, il n'était pas question de développer une nouvelle théorie économique ni de prétendre apporter des réponses définitives et univoques à des sujets aussi complexes. Mais de fournir aux gens des outils pour débattre, comprendre.

«L'économie a tout à gagner à s'extraire du cercle étroit et mortifère de l'économie elle-même. Dans notre série, nous convoquons aussi anthropologues, philosophes, juristes, sociologues...»

Il y a énormément de références dans le livre: Marx, bien sûr, mais aussi Foucault ou la Bible... Cela vous semble indispensable de sortir de la «science» économique proprement dite pour appréhender le capitalisme ?

Il y a quelques années, « Courrier international » a publié un numéro spécial sur Marx, comprenant un article du « Guardian » qui m'a profondément marqué: l'auteur soulignait que, dans « le Capital », les références littéraires excédaient les références purement économiques. En réalité, Marx se pensait avant tout comme un philosophe, un historien, mais aussi comme un poète, un écrivain... Trois grands modèles l'ont inspiré. « Vie et opinions de Tristram Shandy », de Laurence Sterne (1), œuvre absolument ouverte, « les Voyages de Gulliver » et toute l'œuvre de Charles Dickens. Ce qu'écrit Marx sur la condition des enfants provient pour une large part des écrits de Dickens. On le voit, l'économie a tout à gagner à s'extraire du cercle étroit et mortifère de l'économie elle-même. D'ailleurs, dans notre série, nous avons pris un grand soin à convoquer, au-delà des économistes, des anthropologues, un juriste, deux philosophes, des sociologues...

Vous citez la phrase célèbre de l'économiste Esther Duflo, qui appelle ses confrères à se comporter comme des «plombiers» plutôt que comme des théoriciens...

Dans la préparation de notre série documentaire, nous nous sommes heurtés à une sorte de mur: de nombreux économistes sont devenus tellement spécialistes qu'ils ne semblent plus en mesure de penser le monde. Le texte de Duflo défendait ce point de vue selon lequel les économistes devraient se cantonner à une intervention sur des points précis et délaissés les analyses globales. Nous avons, au contraire, besoin de dépasser la simple

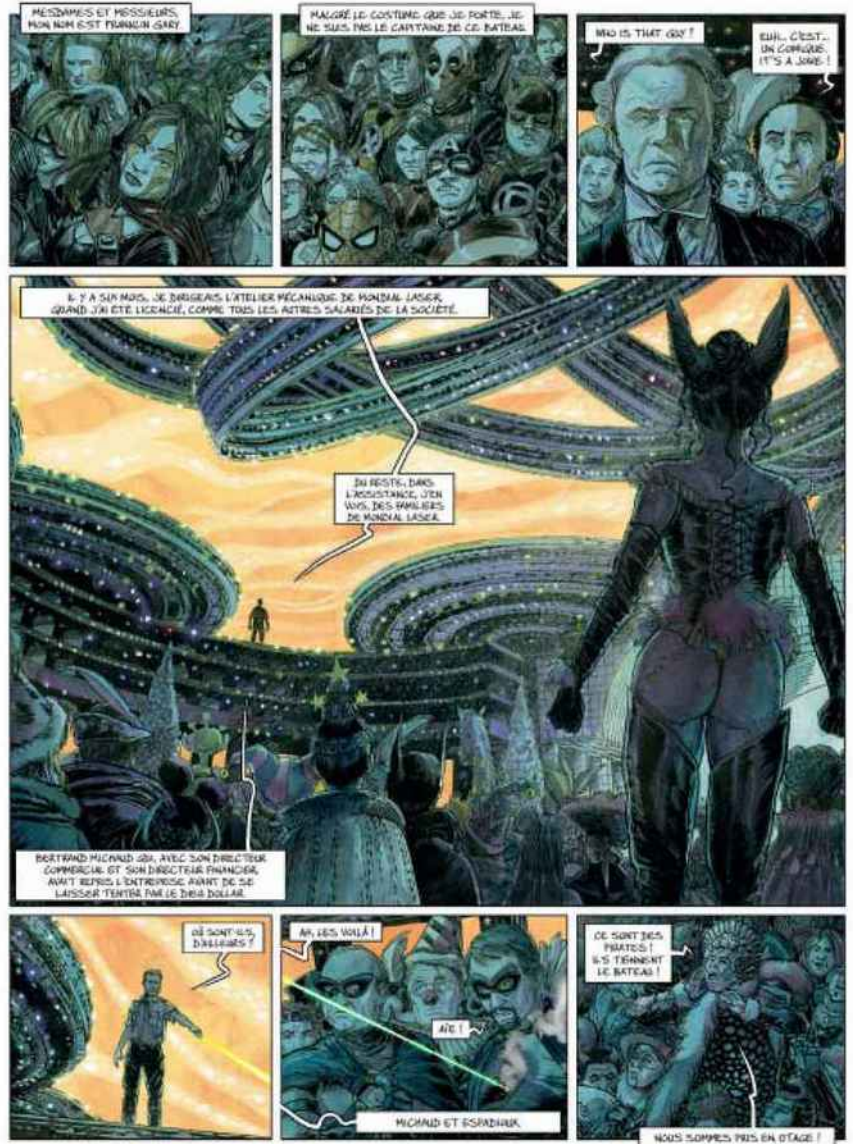
réflexion de « spécialiste », tant l'économie est indissociable de l'histoire, de la politique, etc. Si l'on réduit l'économie à des statistiques, sans s'intéresser aux contextes historiques, à la vie des individus, on perd de vue l'essentiel.

Un chercheur comme Thomas Piketty défend justement cette approche pluridisciplinaire: son succès vous rassure ?

Bien sûr. Il y a chez lui un réel intérêt pour l'histoire, dans la mesure où elle peut interroger l'économie. Piketty développe une réflexion beaucoup plus globale sur la société, et nous nous rejoignons sur de très nombreux points.

Vous parlez du pouvoir macroniste comme d'un «néofascisme larvé». Un peu fort, non ?

Nous assumons la formule. Lorsque l'on additionne toutes les lois, mesures, ordonnances prises sous ce quinquennat pour combattre l'action syndicale et la liberté de manifester, lorsque l'on pense à la répression des militants, qu'ils soient syndicalistes, écologistes ou libertaires... alors il faut admettre que toutes ces mesures sont prises de façon extrêmement autoritaire sans que jamais le peuple soit consulté, ou alors de manière purement formelle comme dans le « grand débat ». À mesure que le quinquennat avance, on se demande ce qui différencie le discours



de M. Macron de celui de Mme Le Pen. L'un et l'autre sont nationalistes. L'un et l'autre adhèrent au slogan du « ni gauche ni droite ». Tous les deux désignent l'immigration comme la cause de tous les maux des Français, même si ce positionnement est très récent concernant Emmanuel Macron. En bref, cela revient à désigner ceux qui « sont en dessous » pour épargner ceux qui sont au-dessus. On trouve enfin ce même mépris pour la volonté populaire, cette incapacité à comprendre le caractère fondamental de la question sociale. En termes polis, on parle de dérive autoritaire de l'État actuel. Nous utilisons les termes plus crus de néofascisme sournois.

Vous placez donc Macron et Le Pen exactement sur le même plan ?

Disons que l'opposition entre un Macron « progressiste », dont on ne sait d'ailleurs pas très bien ce que cela veut dire, et une Le Pen « néofasciste » est de plus en plus factice. Tout comme l'est, d'ailleurs, le prétendu virage social du Front national. On n'a jamais entendu la présidente du FN protester contre la suppression de l'ISF, ni réclamer une réelle augmentation du Smic.

Votre bande dessinée imagine le détournement d'un navire de croisière par les salariés d'une entreprise vendue par un fonds spéculatif. Pensez-vous que les conflits sociaux soient amenés à être de plus en plus violents ?

Les conflits sociaux le sont forcément, parce que la violence exercée contre les salariés va croissant. Passé l'état de sidération, il est normal que ces derniers s'indignent, se révoltent, s'insurgent. Les salariés font d'ailleurs preuve, selon moi, d'une réserve et d'une prudence surprenantes, quand on voit la violence de ce qu'ils encaissent, entre criminalisation de l'action syndicale, barémisation des indemnités en cas de licenciement abusif, etc.

Dans le livre, vous représentez le capitalisme sous la forme imagée d'une pyramide de morceaux de bois, dont il suffit de retirer une pièce pour que tout s'effondre : vous pensez que l'effondrement est proche ?

D'abord, il faut rappeler cette évidence. L'oligarchie politico-financière qui nous dirige ne cédera jamais la place par une sorte d'illumination morale. Quant à un basculement réel par la voie strictement électorale, il me paraît hypothétique, dans la mesure où le système institutionnel est verrouillé. La seule voie qui reste est insurrectionnelle. Mais il est absolument impossible de prévoir quelle forme prendrait un soulèvement populaire. Tout le monde aimerait bien le prédire ! Mais l'histoire nous apprend que les grands bouleversements tirent souvent leur origine de faits en apparence anecdotiques et imprévisibles. Regardez les printemps arabes : tout commence en Tunisie, lorsqu'un flic trop zélé inquiète un vendeur à la sauvette. Un fait somme toute extrêmement

banal. Ensuite, le vendeur s'immole par le feu. Là encore, malheureusement, il n'est pas le premier à commettre un tel geste. Pourtant, ces deux faits vont donner le signal d'un soulèvement gigantesque qui va s'étendre à une dizaine de pays... Qui peut prédire les accélérations de l'histoire ? ✨

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR CYPRIEN BOGANDA

cboganda@humadimanche.fr

(1) Autobiographie philosophique parue en Angleterre en 1759.



«NOTRE PART DES TÉNÉBRES», D'ÉRIC LIBERGE ET GÉRARD MORDILLAT. LES ARÈNES BD, 120 PAGES, 20 EUROS.



«LES LOIS DU CAPITAL», DE GÉRARD MORDILLAT ET BERTRAND ROTHÉ. SEUIL, 256 PAGES, 19,50 EUROS.